

# COMMUNIQUÉ TESCOU

**Ci-dessous, communiqué transféré par un collectif d'acteurs de l'ICC**

Albi, le 9 juillet 2021

## **Pourquoi nous déclinons l'invitation de l'Etat concernant le projet de territoire du Tescou le 12 juillet**

Nous, élus du territoire, acteurs économiques et habitants de la vallée du Tescou, qui œuvrons depuis plus de 4 ans à l'émergence d'une solution pour répondre enfin aux besoins légitimes en eau de tout un bassin de vie, nous ne pouvons nous satisfaire de l'initiative prise par l'Etat de convoquer dans l'urgence, le 12 juillet prochain, les acteurs du projet de territoire.

Nous rappelons que les acteurs du territoire du Tescou se sont pliés pendant de nombreuses années aux règles de la co-construction locale, que de nombreuses études techniques et socio-économiques ont été produites pour un montant total de 700 K€, qu'un plan d'action a été validé afin de proposer des solutions concrètes destinées à assurer le développement de la vallée, notamment grâce à un approvisionnement en eau sécurisé.

Nous rappelons qu'un protocole d'accord a été acté dans ce sens fin 2020 par l'ensemble des sensibilités représentées au sein du projet de territoire avant d'être remis en question par certains en dépit des règles propres à la démarche de concertation.

Nous rappelons enfin que l'Etat, par la personne de la secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité, s'est félicité début 2021 de la qualité de la démarche entreprise et de ses résultats, et a encouragé les maîtres d'ouvrages publics locaux à s'organiser pour entrer dans la phase opérationnelle des projets issus de cette phase intense de réflexion.

Les collectivités ont fait face à leurs responsabilités, certaines ont déjà délibéré favorablement dans cette direction.

Par cette convocation aussi soudaine qu'inappropriée, l'Etat va à l'encontre de la dynamique engagée sur le territoire pour mettre en œuvre le plan d'action déjà validé et s'appuyant notamment sur la mise en œuvre d'un schéma d'organisation de la ressource en eau.

Cette initiative nous interroge et nous inquiète. Elle nous paraît source de confusion, et contradictoire avec les engagements pris précédemment par l'Etat qui semble désormais vouloir imposer sa méthode sur un processus qu'il avait lui-même choisi de confier à l'échelon des collectivités locales.

Ce manque de clarté ne peut légitimement être que mal accepté sur notre territoire face à tout le travail déjà accompli localement dans le souci d'une amélioration rapide des conditions de vie sur le bassin du Tescou.

L'ensemble de ces considérations nous conduisent à juger cette réunion inopportune et à faire le choix de ne pas y participer.

Co présidence de l'Instance de Responsabilité du Projet de Territoire du Tescou

Maire de Lisle sur Tarn, Maryline LHERM

Maire de La Salvetat Belmontet, Bernard PEZOUS

Maire de Salvagnac, Bernard MIRAMOND

Maire de la Sauzière Saint Jean, Francis PRADIER

Maire de MontGaillard, Jean-Claude BOURGEADE

Maire de Beauvais sur Tescou, Bernard EGUILUZ

Maire de Saint Urcisse, Marie-Claire MATE

Maire de Montdurausse, Michel MALGOUYRES

Maire de Monclar de Quercy, Jean Paul ALBERT

Maire de Varennes, Alain ALBINET

Maire de Villebrumier, Etienne ASTOUL

Maire de Saint Nauphary, Bernard PAILLARES

Maire de Verlhac sur Tescou, Michel REGAMBERT

Communauté d'agglomération Gaillac Graulhet, Paul SALVADOR

Mairie de Reyniès, Claude VIGOUROUX

Communauté d'agglomération du Grand Montauban, Marie Claude BERLY

Communauté de Communes Quercy Vert Aveyron, Gabriel SERRA

SIAEP Monclar Saint Nauphary, Régis ARLANDES

Association des Habitants de Sivens, Joffrey DEMETZ

Association Vie Eau Tescou, Pascal PUIBASSET

La CCI du Tarn, Pour son Président Didier GARDINAL

Département de TARN et GARONNE, Michel WEILL

Région OCCITANIE, Claire FITA

Département du TARN, Didier HOULES